

Jacques ION – S'engager dans un monde d'individus

Jacques ION

Sociologue, ancien directeur de recherche au CNRS, a écrit de nombreux ouvrages sur le militantisme contemporain. Il étudie les transformations de l'engagement dans une société où l'individuation est de plus en plus poussée. Il s'attache à ce qui crée du lien, ce qui nous relie les uns aux autres et met l'accent sur « l'individu singulier », son identité.

Quelques titres : « La fin des militants ? – 1997 », « Politique de l'individualisme – 2005 », « S'engager dans un monde d'individus – 2012 ».

Fiche de lecture

- Des acteurs associatifs plus nombreux

Aujourd'hui, il est constaté :

- une crise des engagements dans l'espace public : baisse des adhésions dans les partis politiques, montée de l'abstention aux élections, déclin des adhérents aux syndicats ouvriers, diminution des jours de grève ;

- une forte montée des groupements associatifs, de moins en moins attachés à la sphère politique ou aux fédérations. L'organisation en réseau ou en interne est de plus en plus horizontale. Les associations sont de plus en plus indépendantes et autonomes dans leur prise de décision.

Ainsi, nous voyons la montée en puissance de la société civile et ceci dès les années 1960-1970 avec les groupements des causes féministes, des prisons, d'immigration, ... Le déclin de l'Etat providence et la montée du néolibéralisme amènent dans l'opinion publique une dévalorisation du politique en faveur de la société civile. Depuis quelques décennies, des candidats aux élections nationales ou locales se réclament de cette société ou de la vie associative (phénomène déjà existant des associations vers les syndicats).

D'une société de progrès nous sommes passés à une société du risque : économique (pauvreté), environnementale, politique, ... Beaucoup de bénévoles s'engagent pour lutter contre ces dangers, pour agir au plus pressé. Les « sans » (emploi, logement, citoyenneté, ...) s'auto-organisent de plus en plus, sortent des réseaux verticaux. Les jeunes et les femmes devenus autonomes ont bien investis les associations.

Globalement, nous assistons à un refus de l'organisation trop verticale ou trop structurée, à des rassemblements d'acteurs plus que des structures organisationnelles.

- Des collectifs d'individus

Les collectifs sont de plus en plus autonomes et les individus investis aussi, indépendants de leur milieu d'origine ou de ceux qu'ils fréquentent.

Ces nouveaux modes d'organisation pose la question sur les façons de s'engager : comment les gens se retrouvent en groupe, comment ils discutent, comment ils interviennent, à quel moment ? Comment sont-ils liés les uns aux autres ? Les médias et les nouvelles technologies de l'information modifient les liens et les modes de mobilisation dans l'espace public. Ainsi des actions autrefois connues que de leurs acteurs peuvent avoir par ces réseaux une visibilité plus étendue. Les conflits sociaux ne baissent pas mais s'expriment autrement. Internet décloisonne le débat, la critique, les

actions. Il apporte dans l'espace public plus de liberté de parole, d'égalité entre intervenant et permet de sortir du cercle des représentants et des experts. Peut-il changer la culture de la démocratie ?

En s'associant à distance, l'action prend le pas sur la sociabilité. La convivialité prend une autre forme, celle de grand rassemblement festif (« les Indignés » et autres). Les questions sociales sont posées avec la volonté de construire un nouvel espace démocratique. Les individus sont premiers mais la dimension collective reste entière et non sans passions.

- De l'interconnaissance au fonctionnel

L'engagement se voit aussi transformé pour des raisons de changement de résidence, d'emploi qui participent à une diminution du sentiment d'appartenance, celui qui crée le « nous ». Les modes de socialisation sont perturbés. La perte de confiance dans le système, la mise à mal des valeurs de référence, le rejet des formes traditionnelles brouillent les lignes entre appartenance et engagement. Les groupements, avec ces nouvelles façons de fonctionner en collectif, rassemblent des « je » autonomes, d'appartenances multiples, réunis par les finalités.

- Comment gouverner un groupe d'individus ?

La spécialisation et la technicité de plus en plus lourde pour les associations notamment du fait des partenariats de projets avec les collectivités locales posent problème pour le renouvellement et le recrutement des bénévoles dans les instances de direction, de prise de décision. Quand les associations deviennent un lieu de rencontre d'individus liés par un objectif plus que par des appartenances communes, l'apprentissage de la diversité devient nécessaire et peut poser problème. Comment déléguer le pouvoir à un ou des individus partiellement inconnus. A cette question de gouvernance s'ajoutent les contraintes des prises de décisions alliant revendications, démocratie participative et démocratie représentative.

Les individus de plus en plus détachés de leurs appartenances apportent une grande diversité d'engagement dans l'espace public. « Les collectifs se transforment en même temps que changent les individus. »

- Autonomie personnelle et engagement

L'individu singulier est conduit à penser ses propres pratiques, sa construction identitaire pour viser la réalisation de soi. Jacques Ion parle de réflexivité identitaire pour désigner le travail de réflexion propre à chaque individu pour se construire, se réaliser. Le savoir enseigné est donc plutôt contesté et l'égalité des intelligences, l'apprentissage par les pairs est valorisé. Cette perspective d'émancipation va à l'encontre de la socialisation politique de la tradition républicaine (qui porte l'idée d'universalité).

Cette dernière cloisonne vie privée et vie publique alors que dans l'engagement de l'individu singulier les affects (vie intime) peuvent être source de mobilisation : victimes du sida, toxico, handicapés, sans-abris, sans emploi, ... Ils prennent la parole et renversent la stigmatisation dont ils sont l'objet pour revendiquer une reconnaissance sociale. La lutte n'est pas anonyme. Les récits personnels, les témoignages illustrent bien l'irruption du privé dans la sphère publique.

L'individuation en faveur de la liberté de l'individu rend la personne autonome, émancipée des contraintes d'appartenance (moins subir). Les mobilités professionnelles, géographiques, familiales remettent en cause les appartenances liées aux statuts. Tous ces détachements, donnant l'individu responsable de sa propre vie, rendent difficile la place en société et génèrent de la fragilité, de l'insécurité, surtout pour les plus démunis (chômage, précarisation, ...). Les inégalités sociales apparaissent alors comme des inégalités identitaires posant la question de la reconnaissance comme un enjeu de mobilisation. On s'implique plutôt qu'on adhère.

La modification des façons de se lier aux autres (hors système d'appartenance, agir dans le présent) modifie-t-elle les rapports au politique ? Le collectif serait-il la contrepartie de l'autonomie ?

- République et démocratie

Après la Révolution française (1789), la République a une visée d'émancipation de tout système d'appartenances (Eglise, famille). C'est la consécration de l'individu. La loi le Chapelier (1791) empêche tout regroupement car ils sont pensés comme une contrainte imposée aux individus. Il nous faut attendre la loi de 1901 pour la liberté d'association. Au 19^{ème} siècle les intellectuels et les républicains pensent des modes d'organisations sociales pour corriger les inégalités. En même temps, le travailleur s'impose dans l'espace démocratique et fait bouger les lignes entre privé et public, contraignant l'Etat à prendre ses responsabilités dans les problèmes liés au développement de l'entreprise et à intervenir dans l'économie.

- Lutte pour la reconnaissance

J. ION fait référence à A. HONNETH pour sa théorie de la reconnaissance selon les trois piliers :

- L'amour, acquis dans les cercles familiaux permet l'estime de soi. Menacée par la violence.
- Le droit, garanti par la société civile permet le respect de soi. Menacé par l'exclusion.
- La solidarité, acquise dans une communauté de valeurs permet l'estime de soi. Menacée par l'humiliation.

L'individu, détaché de ses appartenances, contraint par la mobilité géographique et professionnelle, perd ces appuis. Dans notre société d'individus, l'estime de soi est devenue une exigence sociale dont la reconnaissance est une caractéristique. En considérant que l'estime de soi s'acquiert dans l'engagement elle se place au centre des mobilisations. Cette lutte pour l'égalité est une lutte contre la domination d'un modèle culturel, blanc, mâle, hétérosexuel.

Honneth étend sa théorie de l'individu à la société : reconnaissance des minorités ethniques, lutte des femmes, diversité, ... Les inégalités ne sont pas qu'économiques.

Les luttes se font sur l'expérience de la discrimination, de l'humiliation. Les citoyens non reconnus, confrontés au vide du discours politique, s'engagent dans une lutte pour la dignité (contre l'injustice et le mépris) qui peut être pensée comme politique.

Même si la notion de diversité est ambiguë, elle réunit des pratiques discriminatoires qui remettent en question l'égalité républicaine. Toutes ces épreuves discriminatoires (origines, handicap, emploi, logement, formation, ...) renvoient l'individu à ses stigmates, donc nié en tant que personne alors que la société valorise la réalisation personnelle. Ainsi se pose la question du droit et des normes sociales.

Les groupes d'appartenances ne font pas défaut mais ne sont plus reliés à la sphère politique qui transcendait ces appartenances : « Des petits nous transformés en grands NOUS ». L'intégration dans le corps social est rendu difficile quand il n'y a pas ou peu d'accès aux droits. « L'identité devient ressources contre le mépris quand l'universalisme républicain n'assure plus l'égalité de traitement de tous les citoyens. »

- Et le politique

Cette effervescence et cette vitalité de la vie associative suffit-elle à affirmer que la citoyenneté est bien vivante ? La sphère politique, celle du gouvernement et des partis politiques, n'est plus le seul lieu de l'activité politique. La mondialisation, l'influence des marchés financiers et les pouvoirs politiques supranationaux mettent en question le poids des instances élues dans la conduite de la nation.

Les militants sont moins nombreux dans les organisations syndicales ouvrières mais plus nombreux dans les associations ou collectifs non pérennes. Les explosions contestataires ne sont pas impulsés par les organisations politiques, ni en lien avec elles. Depuis 1968, la scène politique est de plus en plus contestée, on arrive à la fin d'un schéma dominant.

L'heure est aux réseaux horizontaux d'individus. L'évolution des modalités de participation dans les groupements a pour conséquence de poser différemment la question de la représentation. Les attachements hérités sont moins nombreux que les attachements volontaires. La déconnexion entre société civile et société politique a aussi pour effet d'autonomiser la politique avec ses propres codes, son propre langage. Les partis sont de plus en plus privés de leurs viviers syndical et associatif. Depuis quelques années, l'abstention est forte lors des élections.

La crise de la représentativité a vu naître différentes instances participatives visant à « démocratiser la démocratie » dans le but d'améliorer les mécanismes de la décision publique. Ces instances permettent de rappeler que la délibération est au cœur du processus démocratique.

L'empowerment trouve son succès en France depuis plusieurs années. Cette méthode d'intervention partant des collectifs caractérise une démarche ascendante des revendications de groupements sociaux en situation de domination : avoir le droit de dire son mot sur les affaires de la cité.

L'action individuelle signifie que la démocratie ne se limite pas au droit de vote. L'activité démocratique se doit d'exprimer ceux qui ne sont pas représentés mais aussi les débats, les oppositions, les différences, les conflits.

« Tous les totalitarismes aspirent à fondre la société civile, l'espace public avec l'Etat. Il convient donc toujours de se méfier des appels à l'unité quand il se fait au nom de la démocratie. ».

.....

Commentaire

Ma recherche (en très large) : creuser les mécanismes et processus de coopération, de participation, de mobilisation, d'intelligence collective. Quelle forme de citoyenneté se crée ? Quel contre-pouvoir ou autre mode d'organisation de société apporte la montée en puissance du monde associatif, des collectifs, de la société civile ? La place de l'individu dans le groupe. L'expression, les revendications et la reconnaissance du citoyen « ordinaire ». (« singulier » ?).

Dans cet ouvrage, Jacques ION montre que les expériences ou épreuves vécues mobilisent, créent de nouvelles formes d'engagement. Ces situations politiques au sens social ne sont pas des questions de pouvoirs mais de dignité, de reconnaissance. Elles expriment les contradictions, les conflits sociaux.

Avec cette lecture, je m'interroge aussi sur les modalités et le sens de l'engagement de chacun dans un collectif, une association. Quel forme de nouveau contrat social sommes-nous en train de dessiner, d'inspirer ? La crise de la représentativité, l'indépendance politique et économique des projets collectifs, les modes d'organisation horizontaux, traduisent le refus des instances politiques centralisées, éloignées des réalités sociales quotidiennement vécues par « nous », citoyens d'en bas, ordinaires, singuliers. Cette capacité à nous organiser crée de la participation locale et la non-coopération collective au pouvoir dominant, qu'il soit politique, économique, environnemental, ...

Notre discussion à Coimbra sur l'inter-culturalité m'a un peu surprise. Je reconnais la diversité des cultures, des individus, des appartenances, des organisations, ... et je me mobilise pour leur reconnaissance, leur prise en compte et leurs droits : tsiganes, handicapés, les « sans ». Je m'engage contre un mode de pensée unique et une société homogène. Je cherche comment cohabiter, reconnaître la multiplicité des différences, la diversité, l'interculturalité et vivre ensemble dans le respect de chacun. S'unir c'est se mélanger. Le paradoxe, la dialectique, diversité / unité occupe une place dans ma recherche. Tout comme autonomie / collectif. Comment « un » fait « nous » ? Et comment « nous » permet « un » ?

J'ai noté un point déjà entendu ailleurs qui me questionne : l'individualisation des individus et des collectifs fragilise le lien social. Risque de narcissisme.